

«IL FAUT UN DÉFAUT GÉNÉRAL DE LA ZONE EURO»

Pour le penseur Paul Jorion, il n'y a plus d'autres solutions: il faut que la zone euro dans son ensemble décide de ne pas honorer une partie de sa dette.

SERGE QUOIDBACH

Ca y est! Paul Jorion est redevenu un petit peu belge. Tous les jeudis, l'anthropologue-économiste-penseur tient une chaire à la Vrije Universiteit Brussel (VUB). Ce qui l'éloigne de sa Bretagne de prédilection. Après être né et avoir étudié à Bruxelles, le revoici donc fréquentant la capitale. C'est donc tout naturellement au café Belga que nous avons rendez-vous.

Sur le fond, rien n'a pourtant changé. Pour l'habitué de son blog, ou le lecteur de ses chroniques dans le journal «Le Monde», celui qui avait prévu la débâcle des crédits subprimes (voir son livre «La crise du capitalisme américain») reste toujours le pourfendeur des économistes bien pensants et de leur pensée unique.

Petit florilège: L'hebdomadaire britannique «The Economist»? «Un truc ultralibéral qui vend bien sa marchandise». Les États européens et leurs banques? «Deux paralytiques qui essaient de se faire la courte échelle». Les paradis fiscaux? «On ne peut pas mettre tout le monde dans les îles Caïmans!» Et ce n'est qu'une simple introduction...

Quels sont vos vœux pour 2013?

«C'est comme une immense cordée. Sur 17 pays, il y en a déjà 5 qui sont dans le vide, et on attend que ça s'arrange.»

Un peu de courage de nos dirigeants politiques. Qu'ils ne soient pas obnubilés par leurs échéances électorales et qu'ils commencent à se préoccuper de la gravité de la situation, c'est mon vœu pour 2013. Monsieur Barroso (président de la Commission européenne, ndlr) avait dit en 2009: il faut que nous prenions des mesures à la hauteur de la gravité de la situation. Personne n'a encore pris ce genre de décision. Pour l'instant, on est plutôt dans l'attentisme: on a transformé la Banque centrale européenne en une «bad bank», une structure de défaisance, et on se dit que ça tiendra bien le temps qu'il faudra.

Toutes les mesures qui ont été prises vont dans le même sens. Il y en a même, comme François Hollande, qui vont jusqu'à dire: on est dans un cycle économique, on finira par en sortir. C'est pratiquement criminel. Ce n'est pas un cycle, c'est une spirale descendante.

Que faudrait-il faire alors?

Il faut un défaut généralisé des 17 pays de la zone euro. Cela ne sert à rien d'attendre que les pays tombent les uns après les autres. La Grèce, le Portugal et l'Irlande sont déjà tombés. Demain, ce sera l'Espagne, après-demain l'Italie. C'est comme une immense cordée. Sur 17 pays, il y en a déjà cinq qui sont dans le vide, et on attend que ça



s'arrange. Mais on ne peut pas attendre: croire que les douze qui restent peuvent encore tirer vers eux les cinq qui sont déjà tombés, c'est ce qu'on est en train de faire. La France vient encore de perdre sa notation, chez Moody's cette fois. Ça va remonter? Non, Moody's dit: «perspective négative». La prochaine fois, ce sera encore un cran, deux crans et ainsi de suite. Et on attend. On attend la prochaine élection.

Un défaut généralisé ne provoquerait-il pas des effets boule de neige incontrôlable?

Six mois après le défaut de l'Argentine, les investisseurs prêtaient à nouveau à ce pays parce qu'il avait assaini sa situation. L'économie est repartie, c'est cela qu'il faut faire.